
REGLEMENT DEPARTEMENTAL DE REPARTITION DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE

OBJET DE L'INTERVENTION DEPARTEMENTALE :

En application des dispositions des articles R.2334-11 et R.2334-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Département est chargé de répartir le produit des amendes de police relatives à la circulation routière dont la dotation est mise à disposition par le Préfet.

BENEFICIAIRES :

Communes de moins de 10 000 habitants et EPCI de moins de 10 000 habitants ayant une triple compétence en matière de voirie communale, transports en commun et parcs de stationnement

NATURE DES TRAVAUX :

Travaux d'investissement éligibles :

1) Aménagements relatifs aux services de transport en commun :

- Accès aux réseaux de transport par des aménagements de voirie communale visant à améliorer la sécurité des usagers
- Liaisons en inter modalité
- Information des usagers et contrôle des titres

2) Aménagements relatifs à la circulation routière sur les voiries communales :

- Etude et mise en œuvre de plans de circulation
- Création d'aires de stationnement
- Installation signaux lumineux et signalisation horizontale relative à la sécurité des usagers
- Aménagement de carrefours
- Différenciation du trafic
- Travaux commandés par les exigences sécurité routière (ex : réfection voirie communale en vue de sa consolidation en fondation ou soutènement, de son élargissement ...)
- Etude et mise en œuvre de zones à circulation restreinte (art. L 2213-4-1 CGCT)
- Réalisation, aménagement, rénovation et sécurisation d'itinéraires cyclables ou piétons.

3) Panneaux et marquage au sol éligibles sous condition :

Ils doivent être intégrés dans un projet global :

- de sécurisation d'une voirie communale
- ou de priorisation d'une voirie communale par rapport à une autre
- ou de priorisation d'une route départementale traversant une commune par rapport à une voie communale (lorsqu'ils seront installés sur la voirie communale).

MODALITES DE CALCUL

- Projet dont le montant HT des travaux est supérieur à 10 000 €HT : taux de subvention de **25%**
- Projet dont le montant HT des travaux est inférieur à 10 000 €HT : taux de subvention de **50%**

MODALITES D'ATTRIBUTION

Les dossiers devront être déposés avant le 30 avril de l'année N et seront soumis à validation en Commission Permanente.

Seuls seront éligibles les projets dont le montant des travaux est **supérieur à 1 000 €HT**.

Une Commission composée de Conseillers départementaux et des services instructeurs du Conseil départemental proposera, chaque année, une liste des bénéficiaires et le montant des subventions à leur verser :

- en fonction des projets déposés (nombre, urgence et coût des opérations à réaliser, enjeux de sécurisation),
- en fonction de l'enveloppe annuelle notifiée par les services de l'Etat.

Les bénéficiaires devront être en mesure de justifier de la réalisation des travaux prévus avant le 30 juin de l'année N+1 par la transmission, sur demande, de factures acquittées.

PIECES A FOURNIR :

Un dossier en double exemplaire comprenant :

- La délibération du Conseil municipal approuvant le projet, validant le plan de financement (la Commune doit obligatoirement financer 20% des travaux sur ses fonds propres) et autorisant le Maire à demander la subvention au titre des amendes de police
- Une notice descriptive et détaillée des travaux projetés
- Un plan de situation des travaux
- Un devis détaillé du projet

RENSEIGNEMENTS:

Les demandes seront adressées au :

PÔLE COHÉSION DES TERRITOIRES
14, AV. PIERRE LEROUX
23001 GUERET CEDEX

Pour tout complément d'information s'adresser à :
tél. 05 44 30 29 44